



FRA 1110 st

-4 JUN 1970

C 3

B
7736

tendances

de la conjoncture

note de synthèse

5

supplément mai 1970

C 2
[Collection N° 2]

**SITUATION
& PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE
FRANÇAISE**
15 MAI 1970

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
8 JUIN 1970
BIBLIOTHÈQUE
.....

ivree

institut national de la statistique et des études économiques

Économie et statistique

La revue mensuelle d'information **Economie et statistique** se situe au centre de l'appareil de diffusion de l'I.N.S.E.E. Sous forme d'études, de dossiers et d'articles accessibles à toute personne s'intéressant à l'économie, elle s'attache à présenter clairement les résultats essentiels obtenus par l'Institut et la statistique française. Ses chroniques répondent aux questions des utilisateurs, décrivent l'activité de l'I.N.S.E.E., font le point des informations quantitatives et des travaux qui sont ou qui vont y devenir disponibles.

Publications statistiques

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour trois mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie. Ces mêmes séries, après une mise au point des chiffres définitifs et enrichissement, sont réunies dans l'**Annuaire statistique de la France** aux côtés d'un grand nombre d'informations quantitatives annuelles concernant la France et les pays étrangers. Les **Tableaux de l'économie française** publiés tous les deux ans, forment un condensé commode des Annuaire. Les directions régionales de l'I.N.S.E.E. publient des **Bulletins** trimestriels de statistique et des **Tableaux régionaux**. Les grandes opérations de collecte effectuées par l'I.N.S.E.E. (recensements par exemple) donnent souvent lieu à publication d'**ouvrages particuliers** (liste complète sur demande).

Tendances de la conjoncture

Les graphiques mensuels **Tendances de la conjoncture** forment un tableau de bord destiné aux responsables de l'économie. Le cahier contient des données chiffrées de trois cents séries conjoncturelles. Les graphiques rendent les tendances immédiatement perceptibles. De courtes notes guident l'utilisateur dans l'interprétation. Ce tableau de bord paraît le 20 de chaque mois, les données et les graphiques ayant été mis à jour au 15 de ce mois. Les synthèses de conjoncture établies par l'I.N.S.E.E. (**Situation et perspectives de l'économie française**) sont publiées plusieurs fois l'an en supplément de Tendances de la conjoncture. La plupart des directions régionales de l'I.N.S.E.E. publient des cahiers de graphiques conjoncturels régionaux.

Informations rapides

Les **Informations rapides** constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture**. Ce service est destiné aux utilisateurs spécialisés des séries conjoncturelles. De brèves notes, tableaux de chiffres et communiqués (une centaine par an) permettent la mise à jour immédiate au cours du mois, entre deux parutions, du cahier de graphiques mensuels. Le service diffuse également, au fur et à mesure de leur élaboration, les résultats chiffrés complets et les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées régulièrement par l'I.N.S.E.E. auprès des industriels, des commerçants et des particuliers (quarante cahiers par an environ).

Les collections de l'I.N.S.E.E.

Les collections de l'I.N.S.E.E. publient, à raison de deux ouvrages par mois en moyenne, les résultats complets des études et des travaux de l'Institut, accompagnés des tableaux détaillés et des développements méthodologiques indispensables aux utilisateurs spécialisés. Cette matière est actuellement ventilée dans cinq séries distinctes. Série C, **comptes et planification** : comptabilité nationale, projections, politique économique. Série D, **démographie et emploi** : structure et évolution de la population totale et de la population active. Série E, **entreprises** : structures et évolution du système productif industriel, agricole et commercial. Série M, **ménages** : conditions de vie, consommation et revenus des ménages. Série R, **régions** (espace économique, aménagement du territoire).

Annales de l'I.N.S.E.E.

Les **Annales de l'I.N.S.E.E.** publient trois fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Elles s'adressent particulièrement aux universitaires et chercheurs qui s'intéressent à la statistique mathématique, à la technique des sondages, à la démographie, à l'économétrie, à la théorie économique quantitative et à la programmation. Elles se proposent de servir au dialogue scientifique entre les cadres de l'I.N.S.E.E. et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines.

Ventes et abonnements. Téléphone : 468.98.10 - poste 35-89 - Points de vente, conditions et tarifs détaillés en fin de la revue.

tendances

de la conjoncture

supplément au n° 5 - 1970

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Directeur général : M. Jean
RIPERT Direction générale : 29, quai Branly, Paris (7^e) ; bureau
d'information du public : tél. 468-98-10, postes 35-89 et 35-90.

SITUATION ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
EN MAI 1970

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par la Division de la Conjoncture de l'INSEE. ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France 150 F, étranger 170 F, CCP Paris 9063-62. Directeur de la publication : M. Jean RIPERT, directeur général de l'INSEE.

DEPARTMENT OF THE ARMY

OFFICE OF THE ADJUTANT GENERAL

ADJUTANT GENERAL'S OFFICE

MEMORANDUM FOR THE ADJUTANT GENERAL
SUBJECT: [Illegible]

DATE: [Illegible]

[Illegible text at the bottom of the page]

INTRODUCTION

Depuis la Note précédente la conjoncture s'est progressivement modifiée dans le sens des prévisions : l'économie française s'est engagée dans la voie d'une croissance plus modérée, entraînant un relâchement relativement lent des tensions dans l'appareil productif.

Le brusque développement de la demande de consommation avait été en partie à l'origine des tensions inflationnistes qui se sont développées à la fin de 1968 ; la modération de son rythme de croissance est actuellement l'élément central de la normalisation en cours ; normalisation rapide, spectaculaire même en ce qui concerne les rapports commerciaux avec l'extérieur ; normalisation plus lente, plus difficile du côté des prix où elle s'amorce cependant.

Il reste que la régulation des mouvements d'offre et de demande met en jeu des mécanismes complexes d'ajustement. Il eût été vain de penser que toutes les tensions se résorberaient avec la même rapidité, étant donné notamment la situation inflationniste mondiale, comme il eût été illusoire de croire que l'accalmie qui a déjà succédé dans certains secteurs à l'intense activité des mois antérieurs ne prendrait pas quelquefois la forme d'un recul.

Conformément à l'objectif du plan de redressement la pression de la demande intérieure s'est relâchée depuis quelques mois sans que pour autant l'expansion s'en soit trouvée compromise : l'opinion des industriels sur l'évolution récente de leur production correspond toujours à une poursuite de la croissance à un taux voisin de 6 % par an. Un certain ralentissement se dessine toutefois qui trouve son origine dans la situation des industries de consommation : dans ces industries en effet l'activité progresse de moins en moins rapidement ; les carnets de commandes se sont très nettement réduits ; les stocks se sont largement reconstitués.

En dehors de l'automobile, où la production soutenue par une demande étrangère favorable continue d'augmenter à un rythme modéré et où les prévisions des industriels demeurent orientées vers une poursuite de la croissance de la production, l'appréciation de la situation actuelle conduit les chefs d'entreprise à envisager que la réduction récemment amorcée de leur production se poursuive au cours des prochains mois.

Du côté des biens d'équipement par contre, le phénomène marquant est le développement très rapide de l'activité, les carnets de commandes apparaissent toujours très bien garnis, tandis que les stocks bien qu'en cours de reconstitution demeurent très faibles. Les prévisions des industriels correspondent à une poursuite de la croissance de leur production sensiblement au rythme actuel.

La situation dans les industries intermédiaires, où la production augmente à une vive allure reste favorablement orientée : la demande étrangère demeure particulièrement active ; les stocks apparaissent toujours assez faibles. Certains signes annoncent cependant une prochaine modération de la croissance : les carnets de commandes, tout en restant supérieurs à la normale se sont sensiblement dégonflés.

Les différences entre ces situations tiennent de toute évidence aux divergences qui se manifestent depuis quelques mois dans les évolutions des divers éléments de la demande : après un important mouvement de reconstitution de stocks le ralentissement de la consommation s'est diffusé auprès des industries productrices. La demande d'équipement s'est maintenue à un haut niveau malgré la prolongation des restrictions de crédit ; les exportations, stimulées par le nouveau rapport de prix et la haute conjoncture internationale, se sont largement développées.

L'INFLECHISSEMENT DE LA CONSOMMATION ET L'EVOLUTION DE L'EPARGNE.

Le fléchissement du volume des affaires commerciales enregistré à la fin 1969 ne s'est pas poursuivi en début d'année ; la tendance de ces derniers mois reste néanmoins à une modération du rythme de croissance de la consommation surtout sensible pour les achats de biens industriels. C'est ce qui ressort, tant des enquêtes d'opinion réalisées par l'INSEE auprès des commerçants que de l'évolution des indicateurs trimestriels de la consommation.

INDICATEURS TRIMESTRIELS DE LA CONSOMMATION

- en volume -

Indices base 100 en 1962

	1 9 6 8				1 9 6 9				1970
	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.
Ensemble ...	132,2	130,5	138,5	144,3	142,6	145,5	149,0	148,0	148,8
	- 1,3%	+ 6,1%	+ 4,2%	- 1,2%	+ 2,0%	+ 2,4%	- 0,7%	+ 0,5%	
Biens industriels	137,4	134,5	153,8	165,7	154,1	160,5	167,1	154,8	156,2
	- 2,1%	+14,3%	+ 7,7%	- 7,0%	+ 4,2%	+ 4,1%	- 7,4%	+ 0,9%	

Les événements politiques et monétaires de l'année 1969 s'étaient accompagnés de vagues d'achats successives : il était cependant exclu que les dépenses des ménages continuent à croître plus vite que leurs revenus - inversement il était inévitable que le changement de rythme intervenu à l'automne s'accompagne d'une stagnation des affaires voire d'un repli d'autant plus prononcé que la "sur-consommation" des mois précédents avait été importante et que les restrictions de crédit ou les mesures d'incitation à l'épargne conduisaient les consommateurs à différer certains achats d'équipement. Toutefois, la progression continue des revenus distribués et notamment des salaires, semblait impliquer à terme une reprise de la consommation. Une enquête sur les intentions d'achats des ménages réalisée en janvier-février laissait ainsi prévoir une nette progression des achats de biens durables au printemps. Les dernières informations recueillies paraissent indiquer que ce mouvement ne s'est pas encore amorcé.

Les revenus ont en effet continué à croître, notamment les revenus directement liés à la production qui ont bénéficié de la haute activité industrielle. L'ensemble des revenus salariaux et sociaux a progressé plus modérément : la masse salariale a progressé en valeur de 10,7 % du dernier trimestre 1968 au dernier trimestre 1969 (soit 4,7 % à prix constants) avec une augmentation particulièrement forte en fin d'année par suite de l'effet cumulé du relèvement des traitements des fonctionnaires et d'une hausse importante des salaires du secteur privé. Bien que les informations portant sur le premier trimestre soient encore très partielles, on estime que la progression de la masse de salaires nets reçus par les ménages s'est poursuivie à un rythme rapide en début d'année.

La reprise des emplois financiers des ménages n'a pas été aussi marquée que pourrait le laisser croire la simple comparaison entre les mouvements récents du revenu et de la consommation :

L'ensemble des disponibilités monétaires imputées aux ménages a progressé, mais son évolution garde le rythme modéré observé depuis le printemps 1969. Cette évolution s'est caractérisée jusqu'à la période récente par la contraction des avoirs monétaires (billets et comptes de chèques) et, corrélativement une croissance plus rapide des emplois d'épargne moins liquides. Il semble cependant que l'on assiste actuellement à une augmentation des avoirs monétaires, que la progression des dépôts dans les caisses d'épargne soit redevenue plus normale en février et mars après cinq mois exceptionnels, et que l'on soit revenu sur la tendance normale en ce qui concerne tant les bons de caisse que les dépôts à terme. Les diverses formes d'épargne logement connaissent un succès certain. Les placements en valeur mobilière restent à un niveau élevé mais on peut douter qu'il y ait encore progression sur ce point.

La relative modération de ce courant de placements tient sans doute à trois raisons convergentes : la pression fiscale ; le désendettement des ménages en matière de crédit à la consommation ; le sensible freinage de la distribution de crédits pour l'acquisition de logements.

UN MOUVEMENT DE STOCKS D'UNE AMPLEUR INHABITUELLE

La diffusion du ralentissement de la consommation auprès des industries productrices a été différée par un mouvement de reconstitution de stocks d'une ampleur inhabituelle. La demande qui en est résultée a entretenu l'activité de façon autonome. Elle a contribué à étaler le retournement conjoncturel sur plusieurs mois : dégarnis par la brusque reprise de l'activité après les événements de mai-juin 1968, les stocks se sont reformés comme cela est logique en remontant les circuits de distribution puis de production ; ce n'est qu'à partir du moment où les chefs d'entreprises constataient à l'évolution de leurs stocks un ralentissement de la demande en aval, que les commandes passées en amont s'infléchissaient, transmettant à l'ensemble de l'économie le mouvement de ralentissement.

Les stocks du commerce se sont reconstitués à partir de janvier 1969 ; ils sont actuellement abondants dans la totalité des secteurs. Les stocks des industries de consommation ont également commencé à se regonfler dès le début de 1969 mais le mouvement a été plus lent ; ils sont à présent supérieurs à la normale sauf dans l'industrie automobile où ils sont encore faibles. Dans les autres secteurs par contre ils n'ont commencé à se reconstituer qu'à partir de décembre 1969 et restent insuffisants.

On retrouve un mouvement de même nature sur les délais de livraison : exceptionnellement longs jusqu'à la fin 1969 ils se sont sensiblement réduits ces derniers mois pour les biens de consommation.

DES INVESTISSEMENTS TRES IMPORTANTS

La demande de biens d'équipement est restée très vive malgré la modération de la consommation et la prolongation des restrictions de crédit.

Il est clair que l'insuffisance des capacités de production en 1968 et 1969 a incité les entreprises à développer des équipements, dont le financement était largement facilité par les profits réalisés dans la même période : d'après les résultats les plus récents on estime à 16 % l'accroissement par rapport à 1968, du volume des investissements réalisés en 1969 pour les entreprises industrielles privées (non compris bâtiment).

Ce chiffre est important ; il est cependant légèrement inférieur à celui que les premiers sondages réalisés en juin 1969 avaient laissé prévoir. On peut penser que tous les projets formulés à cette époque n'ayant pu être menés à terme, en raison de délais de livraison plus longs que prévu, les investissements non réalisés en 1969 ont été reportés en 1970. D'après l'enquête réalisée en mars 1970 la progression des investissements de 1969 à 1970 pourrait être plus forte que celle réalisée l'année précédente. On peut se demander toutefois si les industries productrices de biens d'équipement pourront satisfaire une telle demande : on sait que les fabricants de matériel électrique et mécanique éprouvent des difficultés croissantes à augmenter leur activité. De ce fait il est possible qu'on assiste à la fin de 1970 au même phénomène qu'à la fin de 1969 : l'allongement des délais de livraison étalerait dans le temps la réalisation des programmes et la croissance des investissements serait un peu inférieure aux projets des industriels.

L'EQUILIBRE DU COMMERCE EXTERIEUR

L'évolution du commerce extérieur, dont le déficit avait été le signe le plus grave de la surchauffe de notre économie au premier semestre 1969, apparaît aujourd'hui comme le témoignage le plus probant du redressement intervenu.

La balance commerciale est devenue excédentaire. L'évolution, en moyenne mobile, du taux de couverture qui s'améliorait rapidement depuis l'été dernier fait apparaître que le seuil de 93 % (1) est dépassé depuis la fin de l'année 1969 contre 80 % en moyenne au cours des mois qui ont précédé la dévaluation. L'amélioration est particulièrement nette en ce qui concerne les échanges de biens destinés à la consommation : en volume la balance est passée d'un déficit mensuel de 100 millions (en francs 1966) l'été dernier à un excédent de plus de 300 millions de francs en fin d'année 1969 et au début de 1970, valeur jamais atteinte depuis 10 ans. Elle est moindre mais se confirme de mois en mois pour les produits bruts et demi-produits. Pour ce qui est des biens d'équipement on ne constate en revanche qu'un arrêt de la dégradation. Les progrès enregistrés sont dus dans une large mesure au nouveau rapport de prix instauré par la dévaluation, comme à la moindre pression de la demande intérieure ; ils sont d'autant plus spectaculaires que le développement de stocks spéculatifs, notamment à la veille des réajustements monétaires, avait gonflé artificiellement le volume de nos achats à l'étranger. Les résultats obtenus récemment n'en sont pas moins satisfaisants à plusieurs titres :

L'évolution des importations, qui ont plafonné en valeur, et reculé en volume (de plus de 10 % d'août à décembre) alors que la production intérieure gardait un rythme soutenu montre que les comportements spéculatifs ont disparu et qu'une substitution entre produits étrangers et produits nationaux s'est effectuée : les entreprises françaises trouvent maintenant sur le marché national des produits qu'elles ont dû se procurer sur les marchés extérieurs pendant plusieurs mois. Depuis le début de l'année la reprise des importations est restée modérée, compte tenu de la poursuite de la croissance intérieure.

La progression rapide de nos ventes à l'étranger (+ 20 % en volume et en taux annuel au cours des 6 derniers mois), débordé la simple fluctuation conjoncturelle. Il serait peut être excessif de l'interpréter comme une extension du marché de nos produits suffisamment marquée pour en garantir l'irréversibilité même si la conjoncture internationale devenait moins favorable ; les exportations françaises, favorisées par les changements de parité récents l'ont été également par le maintien de la haute conjoncture chez nos principaux partenaires.

Si le ralentissement s'est encore accentué aux Etats-Unis en début d'année, le P.N.B. en termes réels ayant baissé pour le deuxième trimestre consécutif, le retour à l'équilibre ne s'amorce que très lentement dans les pays de la Communauté. On a pu constater un certain ralentissement de la production industrielle chez nos partenaires européens mais ceci tenait essentiellement aux limitations auxquelles restait soumis l'appareil de production. Une certaine détente semble néanmoins se dessiner dès maintenant dans l'évolution des carnets de commandes des industriels qui ont cessé de se gonfler, mais les tensions sont telles que leur résorption ne peut être que très progressive.

(1) L'équilibre des échanges est atteint, en raison des modalités de calcul du service des douanes, au voisinage d'un taux apparent de 93 %.

C'est ainsi que l'économie mondiale, y compris l'économie américaine, est restée caractérisée par de fortes pressions dans le domaine des prix, une accélération est même apparue dans l'évolution des prix de détail de la plupart des pays européens. Depuis l'automne la moyenne pondérée (1) des prix de détail de nos principaux clients a progressé à un rythme annuel supérieur à 5 %, soit un rythme voisin de celui constaté en France. Malgré les hausses de prix entraînées par la dévaluation le rapport des prix français aux prix étrangers (mesurés en monnaie nationale, sans tenir compte des changements de parité) a donc pratiquement cessé de se dégrader.

L'évolution des échanges extérieurs témoigne également de tensions encore fortes : le taux de croissance des importations exprimées en dollars) de nos principaux clients (1), s'il s'est légèrement ralenti depuis l'automne, est resté important de l'ordre de 15 % en taux annuel.

L'ATTENUATION DES TENSIONS

L'évolution des prix ne reflète qu'avec retard l'infléchissement de la demande intérieure. Ce phénomène, qui correspond à la diffusion normale des fluctuations conjoncturelles, a été accentué dans la dernière période par les effets cumulés de l'augmentation des coûts à la production, de la persistance de goulots dans l'appareil productif et d'une conjoncture internationale inflationniste. L'amorce d'un ralentissement n'en est pas moins perceptible. Il devrait se confirmer dans les mois qui viennent, tant sous l'effet des politiques mises en place dans la plupart des pays occidentaux, que de façon mécanique par l'adaptation de l'appareil productif.

En mars dernier la proportion d'entreprises qui utilisaient au maximum leurs moyens de production était de 38 % - contre 44 % en novembre. Il y a donc une détente, celle-ci reste cependant légère. Elle s'observe essentiellement dans les industries produisant des biens de consommation. Les tensions ne se sont que légèrement relâchées dans les industries produisant des biens intermédiaires ; elles se sont renforcées dans les industries d'équipement.

C'est d'ailleurs toujours le manque d'équipement qui est le plus souvent cité par les entreprises comme cause de limitation de leur production, bien qu'une certaine amélioration soit déjà perceptible. Les difficultés dues aux approvisionnements par contre ne se sont pas réduites au cours des derniers mois. En mars 1970, comme en novembre 1969, 13 % des entreprises sont empêchées de produire davantage pour cette raison - et les entreprises continuent d'éprouver de telles difficultés pour 42 % de leurs achats, notamment les achats de produits métalliques. Les stocks de matières premières et demi-produits détenus par les entreprises restent d'ailleurs toujours aussi faibles.

(1) Pondération par les exportations françaises vers les pays suivants (Allemagne, Belgique, Etats-Unis, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni).

Malgré de nouvelles pointes en mars, notamment dans le secteur alimentaire (sucre et café en particulier), l'évolution des prix des matières premières sur les marchés internationaux est conforme aux pronostics qui pouvaient être faits en début d'année : nette décélération des taux d'augmentation, voire un renversement de tendance qui, après les matières premières de consommation, gagne les matières premières dites d'investissement, à l'exception notable mais désormais "traditionnelle" du cuivre. Certaines hausses de prix peuvent d'ailleurs s'expliquer par celles des taux de frets, autant et plus, que par la vigueur de la demande.

Dès lors la hausse des prix des produits industriels à la production qui a été particulièrement rapide de novembre à mars (+ 2,4 % d'après les industriels) devrait se ralentir au cours des prochains mois, même si l'augmentation prévue (+ 1,5 % pour le second trimestre) reste encore suffisamment forte pour être préoccupante.

Le manque de mobilité de la main-d'oeuvre face aux fluctuations conjoncturelles constitue le troisième pôle de tensions : 18 % d'entreprises sont encore gênées pour produire davantage par le manque de personnel adapté à leurs besoins. Si dans les industries produisant des biens de consommation les effectifs peuvent cesser de progresser ou même baisser dans des industries comme le textile et l'habillement, ceux des industries produisant des biens intermédiaires, et surtout des biens d'équipement, devraient encore augmenter fortement. Globalement cependant les offres d'emploi non satisfaites tout en restant à un niveau extrêmement élevé, ont cessé de croître tandis que l'augmentation des demandes d'emploi non satisfaites se poursuit maintenant à raison d'environ 5.000 par mois soit un rythme presque aussi rapide que celui de leur décroissance au début 1969.

Cette progression des demandes, qui se produit alors que le niveau élevé des offres montre que les entreprises continuent à embaucher, est un nouveau signe du changement qui s'opère sur le marché du travail depuis 5 ans : les demandes d'emploi ont en permanence tendance à augmenter, et il faut un accroissement exceptionnellement rapide des effectifs pour arrêter, ou même inverser temporairement, ce mouvement continu.

Parallèlement la hausse des salaires se poursuit à un rythme rapide qui, selon les industriels, pourrait se maintenir jusqu'aux vacances. L'augmentation du taux de salaires qui en résulterait pour le premier semestre 1970 serait ainsi un peu plus forte que celle intervenue au second semestre 1969 (+ 4,5 %). Par la suite, la détente du marché du travail, ainsi que la prise de conscience du ralentissement de l'expansion, devraient entraîner une certaine modération.

L'évolution des prix de détail traduit la conjugaison de facteurs de hausse et d'éléments de modération. Les premiers sont particulièrement nombreux, il n'est que de citer : les conséquences de la dévaluation, l'augmentation des cours des matières premières, les ajustements des tarifs publics et la pénurie de certains produits agricoles. En sens contraire ont joué la détente progressive de la demande intervenue récemment et l'action menée par les pouvoirs publics pour un fonctionnement très strict du dispositif applicable au secteur industriel et un meilleur équilibre des marchés alimentaires.

La croissance de l'indice des 259 articles a aussi été forte - elle est restée cependant dans la limite inférieure des prévisions : 2,6 % de juin à décembre 1969, contre 2,9 % attendus. Après une hausse importante en janvier (+ 0,8 %) due pour près des deux tiers à l'augmentation des prix des produits agricoles, les résultats de février (+ 0,4 %) et de mars (+ 0,3 %) sont plus satisfaisants.

Même si la hausse des prix semble devoir être un peu plus forte en avril on peut déceler dans l'évolution récente l'amorce d'un infléchissement. Celui-ci devrait s'affirmer dans les mois qui viennent par suite du ralentissement de la hausse des produits agricoles.

les collections de l'insée

**SÉRIE C
"COMPTES ET PLANIFICATION" N° 5**

Les comptes des Entreprises par secteurs

Sources et méthodes d'évaluation de la comptabilité nationale

Cet ouvrage méthodologique décrit les sources statistiques directement utilisées pour l'élaboration, entièrement nouvelle, des comptes des entreprises par secteurs. Il explicite les passages entre ces sources statistiques et les concepts de la comptabilité nationale. Cette publication, rédigée par M. Michel Didier, a semblé indispensable au moment où l'I.N.S.E.E. fait paraître, dans un autre volume, les séries 1959-1966 du compte des entreprises par secteurs (Les Collections de l'I.N.S.E.E., volume C 4).

Ce travail apporte en outre une première et importante contribution à l'ouvrage d'ensemble : Sources et méthodes d'évaluation de la comptabilité nationale qui sera publié progressivement dans les Collections de l'I.N.S.E.E.

PRIX : 12 F

DANS LA MÊME SÉRIE

C 6 Les transports en France de 1963 à 1968 12 F

EN VENTE :

A l'I.N.S.E.E. - 29, quai Branly, Paris-7^e - C.C.P. Paris 9063-62.
Dans toutes les Directions Régionales de l'I.N.S.E.E., et chez les libraires spécialisés.

SP 15



INFORMATIONS RAPIDES

Pour répondre au souci de nombreux utilisateurs d'être informés au plus tôt, l'I.N.S.E.E. a créé un service : **Informations Rapides**.

Les abonnés à ce service reçoivent, au fur et à mesure de leur élaboration :

- Les notes rapides présentant les derniers indices connus et les premiers résultats des enquêtes de conjoncture. Elles permettent notamment la mise à jour permanente, en cours de mois, de « Tendances de la conjoncture » et de ses graphiques.

- Les cahiers de résultats détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées par l'I.N.S.E.E. : industrie, bâtiment, commerce, investissements, intentions d'achat...

Prix de l'abonnement annuel, France : 300 F - Etranger : 360 F - En vente à l'I.N.S.E.E. - 29, quai Branly, Paris-7^e - C.C.P. 9063-62 Paris.